



La CGT-INRA appelle tous les personnels à faire grève le jeudi 18 octobre !

Syndicat National CGT-Inra : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50
Mail : cgt@inra.fr Site internet : <http://www.inra.cgt.fr/> - Document réalisé le 03/10/2007

Avec les cheminots (à l'appel des fédérations CGT, FO, Sud-Rail, CGC, CFTC)

Avec les électriciens et gaziers (à l'appel des fédérations CGT et FO)

Avec les autres fonctionnaires (à l'appel de l'UGFF-CGT)

Jour après jour, le gouvernement Sarkozy-Fillon ne cesse d'annoncer de nouvelles mesures remettant en cause nos droits et les services publics :

- loi sur les universités donnant tous pouvoirs aux présidents en matière de recrutement comme de la mise en place de rémunération au mérite, et transformant de fait les EPST tels que l'INRA en simples agences de moyens ;
- refus de revaloriser les salaires et les pensions alors que les pertes du pouvoir d'achat s'accumulent ;
- réduction massive des missions et des effectifs de fonctionnaires, avec à la clé moins de service public pour la population et moins de débouchés d'emplois pour les jeunes ;
- aucune création d'emploi dans la recherche et l'enseignement supérieur ;
- simple reconduction du budget de l'INRA (donc baisse en euros constants) pour 2008 ;
- réduction des programmes scolaires ;
- franchises médicales réduisant nos droits à la santé...

On pourrait allonger la liste dans tous les domaines.

La CGT-INRA alerte les personnels sur deux questions-clés pour notre avenir à toutes et tous selon les déclarations très récentes de M. Fillon.

Le 1^{er} Octobre, ouvrant la « Conférence Fonction publique », M. Fillon a annoncé la volonté du gouvernement de proposer, pour les nouveaux recrutés, **le choix entre un contrat « de gré à gré » et le statut de fonctionnaire**, ce qui vise à mettre en voie d'extinction notre statut et ses garanties ! Ces formules sont exactement celles qui ont précédé les processus de privatisation de France Télécom et de La Poste !

Dans un autre discours, devant l'Agirc (caisses de retraite complémentaire), M. Fillon a décrit l'offensive gouvernementale contre tous les régimes de retraites : l'objectif de M. Sarkozy et de son gouvernement est **d'allonger, dès 2008 et pour tous les salariés du public comme du privé, la durée de cotisation pour avoir une retraite à taux plein : ni 37,5, ni 40 mais 41, puis 42, 43 ... annuités pour tout le monde !**

M. Fillon y met un préalable : faire passer les régimes spéciaux (SNCF, EDF-GDF, ... mais pas ceux des députés) de 37,5 annuités à 40 pour les aligner sur la loi FILLON de 2003 imposée à notre régime des fonctionnaires, afin, ensuite, d'aligner ceux-ci sur le secteur privé, en faisant disparaître le calcul du montant de nos pensions sur la base des 6 derniers mois de salaire pour passer sur les 25 meilleures années !

Au nom d'une soi-disant « équité », c'est **l'alignement par le bas, pour tous, public comme privé**, en matière de retraite. Ils veulent nous imposer à tous la loi BALLADUR de 1993.

L'argument, comme pour la sécurité sociale, est celui du soi-disant « déficit financier » existant ou à venir. Qu'en est-il des 200 milliards d'euros d'exonérations de « charges sociales » accordés par l'État aux patrons ces 15 dernières années (<http://www.acoss.urssaf.fr/>) ? Et les 250 milliards d'euros injectés par la Banque Centrale européenne sur les marchés financiers pour faire face à la crise spéculative dite des « subprimes » ? **Est-il juste que les profits ne cessent de croître tandis que la part revenant aux salariés diminue ?**

Faire grève le 18 octobre, ce n'est pas simplement défendre nos collègues des régimes spéciaux, c'est défendre nos intérêts communs : **c'est défendre le code des pensions de tous les fonctionnaires, c'est porter un coup d'arrêt à la mise en œuvre aggravée de la loi FILLON, c'est rassembler les forces pour revenir sur la loi BALLADUR de 1993 et rétablir les 37,5 annuités pour tous, public et privé !**

Arrêtons-les dès maintenant :

la CGT-INRA appelle à faire grève massivement le jeudi 18 octobre

- Pour la défense des régimes spéciaux, du code des pensions civiles et militaires ;
- Contre l'allongement à 41 annuités, pour le retour aux 37,5 pour tous, public et privé ;
- Pour le maintien du calcul du montant des pensions sur les 6 derniers mois de salaire pour le public et le retour aux 10 meilleures années pour le privé.

**Le statut de la Fonction Publique garantit l'impartialité et l'abnégation
des fonctionnaires, défendons-le !**

La commission exécutive de la CGT-INRA, le 3 octobre 2007